



Coordonné par Michel Pébereau et Bernard Spitz, *C'est possible ! Voici comment...* est le fruit des travaux de l'Institut de l'entreprise.

Son objectif est de fournir au débat public et à l'information des Français, le regard et l'expérience d'hommes et de femmes d'entreprise dans les domaines où ils sont pleinement légitimes à s'exprimer. A chacun, ensuite, d'en juger...

En conclusion, Michel Pébereau et Bernard Spitz adressent une lettre ouverte à notre prochain(e) président(e).

Lettre aux candidats à la Présidence de la République

Madame, Monsieur,

Vous voilà aujourd'hui face à votre destin et face aux Français.

Votre ambition est immense, la plus élevée que l'on puisse trouver chez l'un de nos compatriotes : celle de conduire le renouveau de notre pays dans un XXI^e siècle où la combinaison de la mondialisation et de la démocratie ne laissera plus aux puissances européennes que l'arme de l'excellence ; et de moderniser notre société en apaisant ses tensions, sans laisser laminer l'élan réformiste par la conjugaison de l'inertie bureaucratique, de la politique partisane et des intérêts particuliers.

Pour la réaliser dans le domaine économique et social, trois défis devront être relevés : la remise en ordre de nos finances publiques, la création d'un environnement favorable à la compétitivité de notre territoire national et à l'emploi, et la rénovation de notre système éducatif. Trois défis face auxquels il vous faudra inévitablement, prendre position sur les choix que vous entendez proposer aux Français.

Les propositions qui ponctuent les chapitres du présent ouvrage sont offertes à votre appréciation, comme à celle de chacune et de chacun des lecteurs. Leur vocation est seulement d'alimenter le débat public qui est le cœur de la démocratie ; avec une vertu supplémentaire à nos yeux : celle de démontrer que les retards et les erreurs du passé peuvent être corrigés, efficacement et durablement, dans des conditions exigeant la bonne gestion, certes, mais pas l'austérité.

A condition de commencer le travail de reconstruction dès le lendemain de votre élection.

Il vous appartient de choisir de retenir ou d'écarter ces propositions. Mais vous aurez à répondre aux problèmes auxquels elles se proposent de remédier : le caractère insoutenable de notre dette, l'arrêt de notre ascenseur social, l'impasse financière de nos régimes de solidarité, la persistance et l'ampleur de notre chômage, notre retard en matière de recherche et d'enseignement supérieur, la pesanteur de nos réglementations... jusqu'à cette incapacité à réformer notre Etat, que nous avons - que vous aviez comme membre du gouvernement - accepté de subir.

Les trois derniers scrutins présidentiels ont été gâchés du point de vue de la décision publique par un phénomène d'évitement. Esquiver une fois de plus les sujets qui fâchent ne serait ni responsable ni respectueux de la démocratie, au moment décisif pour nos institutions qu'est l'élection à la

présidence de notre République. Il ne faut pas que la "rupture" ou "l'ordre juste" et autres slogans de campagne rejoignent le peloton des formules creuses qui ont épuisé nos rendez-vous démocratiques précédents, comme le "ni-ni" ou "la fracture sociale".

Les espoirs qu'auront placés les Français en vous portant à la tête de l'Etat vous obligent désormais. Dès juin 2007, le temps vous sera compté : il vous faudra faire ce pour quoi vous aurez été élu.

Les Français sont des citoyens adultes, responsables, qui ont compris la complexité de notre situation. Ils recherchent dans leur immense majorité le meilleur compromis entre efficacité économique et justice sociale. Dans un monde qui bouge vite, ils savent que des changements sont nécessaires, et que ceux-ci ne peuvent se borner à ajouter sans cesse à ce qui existait avant. Ils savent que des arbitrages sont inévitables. Ils savent aussi que l'Europe nous offre la chance de rester compétitifs et solidaires, dans un monde où émergent de nouvelles grandes puissances.

Ils ont besoin d'être traités avec respect, c'est-à-dire de savoir les mesures que vous appliquerez, dans le sens des dépenses comme dans celui des recettes, avec quels objectifs et dans quels délais. Ils ont envie de comprendre si toutes les catégories de citoyens seront ou non concernées, et selon quels critères. Ils ont le désir de connaître les voies par lesquelles nous pourrions sortir de l'impasse dans laquelle nous a entraînés le non au référendum de 2005, pour contribuer désormais à la renaissance d'un projet politique européen.

Bref, ils veulent non seulement qu'on leur parle vrai, mais qu'on leur parle concrètement de ce que l'on fera. De ce que vous ferez.

Quel que soit votre talent, vous ne pourrez faire adhérer demain une majorité de Français à des mesures que vous ne leur aurez pas proposées avant, c'est-à-dire au moment de votre élection. Dans d'autres pays européens, c'est le chef du gouvernement qui vient chercher ce soutien aux élections législatives, sur la base d'un programme politique qu'il appliquera en cas de victoire. En France, votre programme et vous-même allez conquérir au printemps 2007 votre légitimité : tel est bien le sens de ce rendez-vous avec la souveraineté populaire, depuis qu'existe l'élection du président au suffrage universel.

Cette légitimité n'aura de valeur que si vous la mettez au service des réformes qui redonneront un élan à la France ; et aux Français, confiance en leur avenir et en celui de leurs enfants.

Bien des mesures proposées dans les pages qui précèdent sont à nos yeux nécessaires et urgentes. En même temps, nous savons qu'elles peuvent être mises en œuvre dans des conditions très différentes ; que vous-même définirez vos préférences quant aux priorités, au rythme et à l'intensité des mesures ; que vous aurez aussi à cœur de choisir vos mots, votre message.

C'est à vous de jouer maintenant. Pour la France, 2007 est en quelque sorte "l'année zéro". Certes, il ne s'agit pas de celle du film de Rossellini. Nous n'avons pas à reconstruire un pays sur des ruines, comme l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Mais c'est quand même d'un processus urgent de refondation qu'il est question : celui du sursaut qui redonnera à notre pays les moyens de reconquérir son destin. 2007 doit être l'année d'un nouveau départ et non le début de la chronique d'un déclin annoncé. Nous savons que c'est possible. A vous de décider comment.

Madame, Monsieur : au moment où notre rôle de citoyens engagés s'arrête, celui de votre action politique commence. Nous souhaitons de tout cœur votre succès, s'il est celui de la France et des Français.

C'est possible ! Voici Comment... Janvier 2007